

Soixante-dix ans après Thiers et la Commune de Paris

Avec un Hitler un peu plus compréhensif, la défaite de 1940 aurait pu s'offrir aux prétendues "élites" françaises comme le bienheureux soixante-dixième anniversaire d'un événement... malheureux : la capitulation de Napoléon III devant les Prussiens de Bismarck le 2 septembre 1870 à... Sedan. Événement malheureux pour un instant, car il avait été bientôt compensé, et bien au-delà, par la saignée magistrale infligée en mai 1871 au prolétariat parisien rassemblé dans sa désormais inoubliable Commune : 17.000 fusillés, officiellement... dans le feu même de l'action. Avec ensuite, tout aussi officiellement, et en prenant le temps d'y réfléchir à deux fois, ces 24 conseils de guerre qui jugent 80 enfants, 132 femmes, 9.950 hommes, et en condamnent 270 à mort, 410 aux travaux forcés, 4.016 à la déportation dans une enceinte fortifiée, 3.507 à la déportation simple, 1.323 à la détention ou à la réclusion et 322 au bannissement.

Un vrai bonheur, en effet, puisque, comme l'écrivait Edmond de Goncourt, dès le 31 mai 1871, dans son *Journal* : "Enfin la saignée a été une saignée à blanc; et les saignées comme celle-ci, en tuant la partie bataillante d'une population, ajournent d'une conscription la nouvelle révolution. C'est vingt ans de repos que l'ancienne société a devant elle, si le pouvoir ose tout ce qu'il peut oser en ce moment."

Mais le pouvoir d'après 1871 allait-il l'oser? Oser quoi? Oser quoi encore, après tant de sang? Après la guerre civile, summum d'une lutte de classes dont les dominants aiment tant à dire qu'elle n'existe pas; ce qui ne les a jamais empêchés de forger à tout moment les armes que, le moment venu, ils n'hésitent jamais à utiliser à fond comme le recommande, par exemple, le 17 avril 1871, le *Journal Officiel* des Versaillais d'Adolphe... Thiers : "Pas de prisonniers! Si, dans le tas, il se trouve un honnête homme réellement entraîné de force, vous le verrez bien; dans ce monde-là, un honnête homme se désigne par son auréole. Accordez aux braves soldats liberté de venger leurs camarades en faisant, sur le théâtre et dans la rage de l'action, ce que de sang-froid ils ne voudraient plus faire le lendemain."

Oser quoi, après l'ignominie du gouvernement de la Défense nationale proclamé deux jours après la capitulation de Napoléon III à Sedan et présidé par le général Trochu qui n'en finira pas, en sa qualité de précurseur lointain de la "drôle de guerre", d'organiser de fausses attaques contre les Prussiens encerclant la capitale, pour que surviennent enfin le 28 janvier 1871 la convention de capitulation, le 17 février l'arrivée de Thiers à la tête de l'Exécutif, le 1er mars la ratification de la paix qui abandonne l'Alsace-Lorraine à la Prusse, le 18 mars 1871 l'échec de la reprise, à la population parisienne, des canons que, selon l'avis même des Prussiens, elle avait utilisés héroïquement lors de la défense de Paris; puis la libération par Bismarck des 40.000 prisonniers français que Thiers enverra immédiatement massacrer le prolétariat parisien, hommes, femmes et enfants...

Oser quoi? Eh bien, par exemple, la "Réforme intellectuelle et morale" proposée par celui qu'on appellera bientôt le "burgrave de la république" : Ernest Renan... Le voici à la Sorbonne, le 11 mars 1882, occupé à répondre à la question : "Qu'est-ce qu'une nation?" "L'essence d'une nation est que tous les individus aient beaucoup de choses en commun, et aussi que tous aient oublié bien des choses."

Illustrons ceci par le thème de rédaction proposé aux élèves du cours élémentaire le 16 août 1884 : "Un bon Français. Composition - canevas. À l'hôpital de Toulon, un jeune sergent subit une amputation pour une blessure subie au Tonkin. Le blessé se réveille, regarde la plaie : "Il vaut mieux cela que d'être Prussien", dit-il. Le sergent était de Metz."

Voilà ce qu'"ils" ont osé faire...

Et voici la vérité bourgeoise telle qu'avait osé la proférer pour ses "pairs", au lendemain de la perte de l'Alsace-Lorraine, le même Ernest Renan : "Si la Prusse réussit à échapper à la démocratie socialiste, il est possible qu'elle fournisse pendant une ou deux générations une protection à la liberté et à la propriété. Sans nul doute, les classes menacées par le socialisme feraient taire leurs antipathies patriotiques, le jour où elles ne pourraient plus tenir tête au flot montant, et où quelque Etat fort prendrait pour mission de maintenir l'ordre social européen."

En 1940, la ligne politique de la bourgeoisie française était donc déjà écrite... croyait-elle...